



GMBA Seleco
WALTER ALLINIAL

membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International

> Conseil

> Audit

> Expertise comptable, fiscale et sociale

ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ – O.N.J

4 rue de la Prévoyance
75019 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS
Tél : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39
E-mail : paris20@gmba.fr
Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'attention des membres du Conseil chargés de statuer sur les Comptes Annuels,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Orchestre National de Jazz relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, Nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Tel qu'indiqué au point 2 des règles et méthodes comptables de l'Annexe, les œuvres phonographiques sont évaluées au coût de production en immobilisations incorporelles selon la méthode 75/25.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif et apprécié l'évaluation de ces œuvres. Nous nous sommes également assurés que l'annexe fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil sur la situation financière et les comptes annuels

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

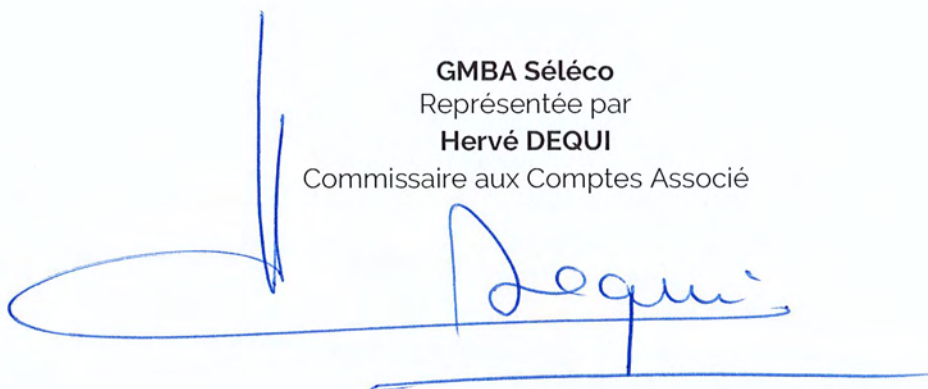
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 13 juin 2023

GMBA Séléco
Représentée par
Hervé DEQUI
Commissaire aux Comptes Associé



COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

BILAN - ACTIF

ONJ - 75019 PARIS
SIRET 33457048800067

Période N du 01/01/2022 au 31/12/2022
Période N-1 du 01/01/2021 au 31/12/2021

			Exercice N			Exercice N - 1
			Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets et droits similaires	1 054 867	1 054 013	854	11 864
		Immobilisations incorporelles en cours	7 816		7 816	
		Avances et acomptes (immo. incorporelles)				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	82 324	47 307	35 016	38 749
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes (immo. corporelles)				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées	153		153	153
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres	8 750		8 750	8 750
TOTAL (I)			1 153 910	1 101 320	52 589	59 516
ACTIF CIRCULANT	Stock et en-cours		17 264		17 264	27 085
	CRÉANCES	Clients, usagers et comptes rattachés	125 463		125 463	53 733
		Reçues par legs ou donations				
		Autres créances	88 101		88 101	77 354
	Valeurs mobilières de placement		51 422		51 422	50 915
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités		346 731		346 731	432 124
COMPTES DE RÉGULARISATIONS	Charges constatées d'avance		55 876		55 876	42 483
	TOTAL (II)		684 857		684 857	683 694
	Frais d'émission des emprunts (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I À V)			1 838 767	1 101 320	737 447	743 210

BILAN - PASSIF

ONJ - 75019 PARIS
SIRET 33457048800067

Période N du 01/01/2022 au 31/12/2022
Période N-1 du 01/01/2021 au 31/12/2021

			Exercice N	Exercice N - 1
FONDS PROPRES	SANS DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires (sans droits de reprise)		
		Fonds propres complémentaires (sans droits de reprise)		
	AVEC DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires (avec droits de reprise)		
		Fonds propres complémentaires (avec droits de reprise)		
	Écarts de réévaluation			
	RÉSERVES	Réserves statutaires ou contractuelles		
		Réserves pour projet de l'entité		
		Autres réserves		
	Report à nouveau		359 090	335 434
	Excédent ou déficit de l'exercice		7 052	23 656
	Situation nette			
	CONCOMPTIBLES	Subventions d'investissement		
		Provisions réglementées		
TOTAL (I)			366 142	359 090
FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés			
TOTAL (II)				
PROVISIONS	Provisions pour risques		16 559	16 559
	Provisions pour charges			
TOTAL (III)			16 559	16 559
DETTES	Emprunts obligatoires et assimilés (titres associatifs)			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		58 986	73 196
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		142 505	153 166
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		22 966	17 107
	Instruments de trésorerie			
COMPTES DE RÉGULARISATION	Produits constatés d'avance		130 289	124 093
	TOTAL (IV)		354 746	367 561
	Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL (I À V)			737 447	743 210

COMPTE DE RÉSULTAT (1/2)

ONJ - 75019 PARIS
SIRET 33457048800067

Période N du 01/01/2022 au 31/12/2022
Période N-1 du 01/01/2021 au 31/12/2021

		Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	VENTES DE BIENS ET SERVICES		
	Ventes de biens dont ventes de dons en nature ()	6 039	2 493
	Ventes de prestations de service dont parrainages ()	223 101	144 121
	PRODUITS DE TIERS FINANCIERS		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 091 043	959 761
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public dont dons manuels ()		
	Mécénats (29 500) Legs, donations et assurances-vie ()	29 500	3 000
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	11 774	27 880
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		1 361 457	1 137 255
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	191	805
	Variation de stock	5 527	(38 904)
	Autres achats et charges externes	416 670	291 906
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	27 881	24 718
	Salaires et traitements	581 393	512 019
	Charges sociales	294 181	224 874
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	18 290	54 931
	Dotations aux provisions	4 295	41 878
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	6 202	2 310
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)		1 354 628	1 114 536
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		6 829	22 718
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 468	988
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change	296	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)		1 764	988

COMPTE DE RÉSULTAT (2/2)

ONJ - 75019 PARIS
SIRET 33457048800067

Période N du 01/01/2022 au 31/12/2022
Période N-1 du 01/01/2021 au 31/12/2021

		Exercice N	Exercice N - 1
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change	81	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	81	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		1 683	988
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)		8 512	23 706
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Produits exceptionnels sur reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	179	50
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 281	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	1 460	50
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		(1 460)	(50)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		1 363 221	1 138 243
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		1 356 169	1 114 586
Excédent ou déficit		7 052	23 656
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (IX)			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE (X)			

ANNEXE

1 janvier 2022 au 31 décembre 2022

**COMPTES
À
COMPTES**

Cabinet COMPTES A COMPTES
10 rue de la Pépinière, 75008 PARIS - Téléphone : 0141432710

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Présentation de l'association

L'Association pour le Jazz en Orchestre National (AJON) a été créée en 1983. Le projet initié et conçu par l'association, conforme à son objet statutaire, a pour but la mise en place, la valorisation, l'accompagnement et la gestion d'un orchestre professionnel de jazz à vocation nationale et internationale dont les missions sont :

La création, la recherche et l'expérimentation musicale,

La diffusion auprès d'un public large et diversifié, à l'échelle nationale et internationale,

La valorisation du répertoire et du patrimoine,

La mise en œuvre d'actions culturelles, avec une attention portée à l'insertion professionnelle des jeunes musiciens.

L'association est financée par le Ministère de la Culture, qui a conclu avec l'association une convention pluriannuelle de trois ans pour la période 2022-2024, et un financement annuel prévu de 840 k€.

L'association emploie le personnel nécessaire à l'accomplissement de son projet :

Les musiciens et techniciens de l'orchestre,

Le personnel permanent : un directeur artistique, une administratrice générale, un responsable de diffusion, un responsable de communication-presse, une responsable de l'action culturelle.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Le dernier exercice a été marqué par les réouvertures des lieux de spectacles, relançant la création.

Mouvements financiers dus aux déconfinements :

Indemnités d'activité partielle versées : 0.

Remboursements d'indemnités chômage reçus : 0.

Exonérations de charges sociales déduites : 77 E.

Exonérations de charges imputées, non remboursées : 7 801 E.

Fonds de Solidarité Covid encaissé : 0.

Aides au paiement des charges sociales déduites : 7 539 E.

Le total des charges sur salaires s'élève à 294 181 Euros, soit 48% des rémunérations.

Phonogrammes produits, mis en circulation en 2022 :

Aucun.

Phonogramme en cours de production : "EX MACHINA" : Coût net : 7 816 Euros.

Depuis 2020, le suivi des comptes de tiers liés aux organismes sociaux (en particulier l'URSSAF) est rendu difficile du fait des différentes aides (exonérations et aides aux paiements).

Une provision de 16 559 Euros a été enregistrée à ce titre en 2021, et maintenue en 2022.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

L'exercice clos le 31/12/2022 présente un total de bilan avant affectation de 737 447 Euros, et un compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, avec un excédent de 7 052 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

ANC n°2014-03 du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général,

ANC n°2018-06 du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Productions phonographiques	75/25
Matériel scénique	3 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Néant

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks est calculée en fonction de l'âge des phonogrammes : Chaque année, la dépréciation croît de 10%. Les phonogrammes de l'exercice passé sont dépréciés de 60%. Après 5 années, la valeur nette d'un phonogramme est nulle. À chaque changement de directeur artistique, la valeur commerciale des productions de la direction précédente est nulle.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 054 867		7 816			1 062 683	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	1 054 867		7 816			1 062 683	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers	42 097		663		2 243	40 518	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	38 598		4 165		958	41 806	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	80 695		4 828		3 200	82 324	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	153					153	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	8 750					8 750	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	8 903					8 903	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 144 465		12 644		3 200	1 153 910	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 043 003	11 010		1 054 013
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	1 043 003	11 010		1 054 013
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers	20 438	3 416	962	22 892
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 509	3 864	958	24 415
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	41 947	7 280	1 920	47 307
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	1 084 949	18 290	1 920	1 101 319

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

NÉANT

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception.	Différentiel de durée	Mode dégressif	Fiscal exception.	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. générales, agencements et aménagements des							
Inst. techniques, matériel et outillage industriel							
Inst. générales, agencements, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)							

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	70 736	4 295		75 030
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	70 736	4 295		75 030

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 750		8 750
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	125 463	125 463	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 661	1 661	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 022	2 022	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	25 009	25 009	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	59 408	59 408	
Charges constatées d'avance	55 876	55 876	
TOTAL DES CRÉANCES	278 190	269 440	8 750

N É A N T

3

TITRES IMMOBILISÉS DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE (TIAP)**N É A N T**

Décomposition de la valeur estimative	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées :						
Au coût de revient						
Au cours de bourse						
D'après la situation nette						
D'après la situation nette ré-estimée						
D'après une valeur de rendement ou de rentabilité						
D'après d'autres méthodes						
VALEUR ESTIMATIVE DU PORTEFEUILLE						

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16559			16559
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16559			16559

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	100	100		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	58 986	58 986		
Personnel et comptes rattachés	22 966	22 966		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	113 955	113 955		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	3 381	3 381		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	25 169	25 169		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	130 289	130 289		
TOTAL DETTES	354 846	354 846		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

N É A N T

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

N É A N T

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	55876
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	55876

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	130 289
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	130 289

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	100
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 951
Dettes fiscales et sociales	69 484
Dont : Provision Congés payés : 16 808	
Charges soc sur congés : 9 148	
Formation et Médecine : 3 671	
Retraites et Prévoyances : 17 329	
TVA sur factures à établir : 1 331	
Taxe sur les salaires : 21 198	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	78 535

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	18 415
Autres créances	59 251
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	77 666

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

NÉANT

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

NÉANT

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	À plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL						

SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B + C
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves règlementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	335 434	23 656		359 090
Résultat de l'exercice	23 656	7 052	23 656	7 052
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations				
Subv. d'inv. sur biens non renouvelables				
Résultats sous contrôle tiers financeur				
Subv. d'inv. Sur biens non renouvelables				
Provisions règlementées				
Droits des Propriétaires (Commodat)				
Total	359 090	30 708	23 656	366 142

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice 2022

	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	TOTAL
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 048 248 €	11 995 €		30 800 €	
Subventions d'investissement						
TOTAL		1 048 248 €	11 995 €		30 800 €	1 091 043 €

Les subventions d'exploitation visent à soutenir les activités de l'association.

L'association bénéficie pour dotation principale d'une subvention du ministère de la Culture à hauteur de 840 000€ afin de soutenir son fonctionnement ainsi que la mise en œuvre des activités dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le Conseil régional d'Ile-de-France a alloué une subvention de 11 995€ afin de soutenir la diffusion sur le territoire francilien.

Autres : L'association a bénéficié en 2022 du soutien de la SACEM, de la SPEDIDAM et du programme FACE (diffusion aux Etats-Unis).